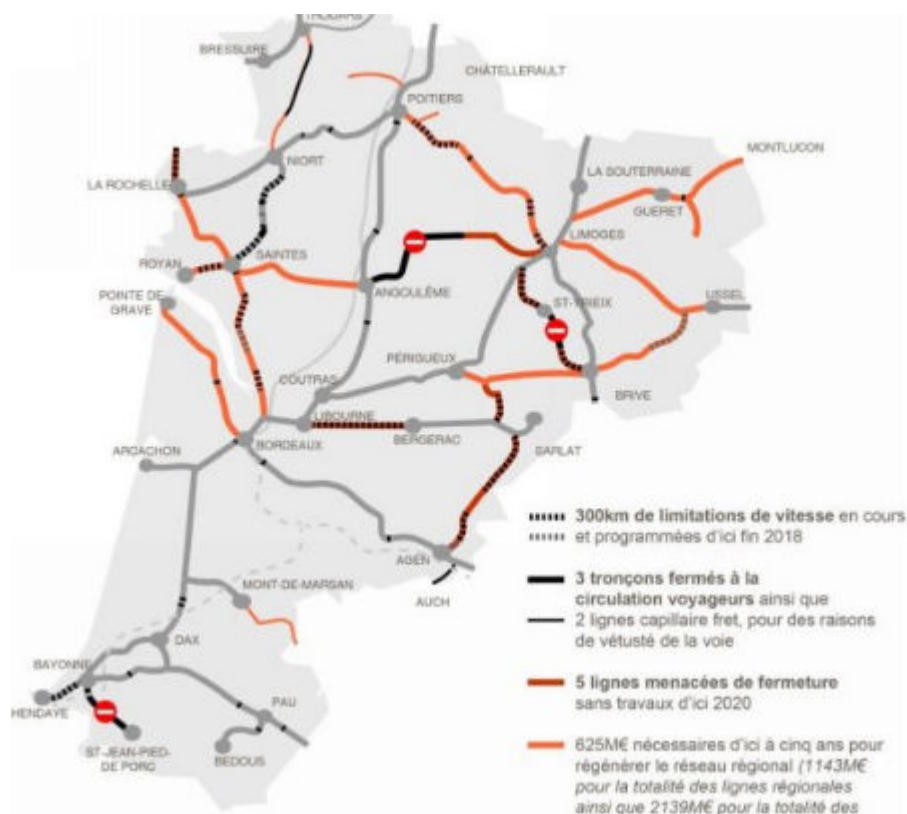


Politique | Dégradation du réseau ferroviaire : la Région ne décolère pas



Suite à la décision mardi 27 mars de SNCF Réseau d'interrompre les circulations ferroviaires entre Bayonne et Saint-Jean-Pied-de-Port, après à la détection d'un fontis (effondrement du sol en surface) entre Bayonne et Béhéréharta, la Région a de nouveau fait part de son irritation en matière d'entretien du réseau ferré par SNCF Réseau. C'est en effet, la troisième ligne fermée en un mois. Pointant « une dégradation inacceptable de l'état du réseau qui exige un engagement fort du gouvernement pour sauver le réseau ferroviaire », les élus régionaux avaient, la veille, alerté sur le sujet, en adoptant à l'unanimité une motion appelant à l'engagement du Gouvernement.

Dans un communiqué de presse envoyé aux rédactions ce 28 mars, la Région Nouvelle-Aquitaine, réitère son mécontentement. Et pour cause, l'interruption des circulations entre Bayonne et Saint-Jean-Pied de port, est, en un mois, la troisième, interruption justifiée par « une dégradation incontrôlée de l'état du réseau ferroviaire néo-aquitain », dénonce la collectivité.

C'est aussi le cas de la ligne Limoges Brive-La-Gaillarde via St-Yrieix-la-Perche, fermée depuis fin février, et de la ligne Limoges Angoulême depuis la mi-mars. Une situation qui pour la Région « apparaît d'autant plus inacceptable que la ligne fermée mardi matin a bénéficié de 63 millions d'euros d'investissements publics ces dix dernières années pour sa complète régénération ».

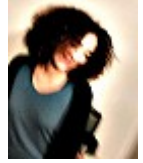
"Impérieuse et urgente nécessité d'un Plan Rail"

Au total « un réseau ferré à bout de souffle », déplore la collectivité. Un constat partagé par un audit du réseau ferré, commandé en 2017 par la Région et l'Etat à SNCF Réseau, qui révèle "l'impérieuse et urgente nécessité" de lancer un Plan rail très important en Nouvelle-Aquitaine: de 1,143 Md€ sur les lignes régionales, dont 625 M€ dans les cinq ans, ainsi que 2,139 Md€ sur les lignes structurantes, pour assurer la pérennité du réseau ferroviaire. « Ceci exige un engagement de l'Etat de 1 million d'euros par jour pendant 10 ans », traduit la Région.

Pour donner plus de force encore à son appel régulier, la séance plénière du 26 mars dernier (avant même cette troisième fermeture de ligne) a donné lieu à un vote à l'unanimité d'une motion pour un engagement fort du gouvernement « pour la mise en œuvre d'un plan à long terme de modernisation du réseau, d'une expertise indépendante des coûts propres à la régénération de chaque ligne et la définition du calendrier des travaux

nécessaires à la pérennisation du réseau ».

Quant à la ligne nouvellement fermée, la desserte des gares sur l'ensemble de la ligne est assurée, depuis ce mercredi, par des autocars.



Solène Méric

Crédit Photo : Région Nouvelle-Aquitaine

Publié sur aqui.fr le 28/03/2018

[Url de cet article](#)